

Forêts Tropicales

Bulletin d'information de l'Organisation internationale des bois tropicaux, destiné à promouvoir la conservation et la mise en valeur durable des forêts tropicales

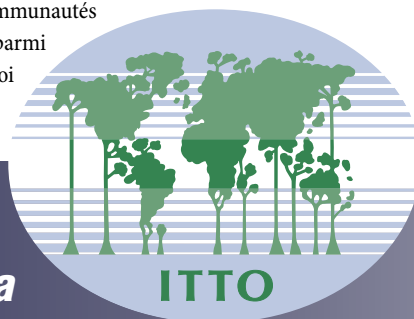


Un carrefour dans les forêts tropicales

LES FORÊTS TROPICALES arrivent à un carrefour: et pour leur gestion et, surtout, pour le financement de leur gestion et de leur conservation. En ce qui concerne la gestion, des zones sans cesse plus étendues passent à une forme ou à une autre de propriété communautaire. S'il faut en croire des groupes de pression comme Forest Trends et Rights and Resource Initiative, les changements de politiques en matière de reconnaissance des droits traditionnels et indigènes dans les pays en développement ont permis, au cours des vingt dernières années, de doubler les superficies des terres forestières appartenant aux

communautés et d'en confier la gestion aux habitants. A l'heure actuelle, environ 370 millions d'hectares de forêt naturelle (presque un quart de toutes les forêts de ces pays, trois fois celles que possèdent les particuliers et les entreprises), sont sous régime communautaire, et les tendances font entrevoir que ces superficies doubleront à nouveau d'ici 2020 pour dépasser les 700 millions d'hectares.

Comme l'illustre l'expérience camerounaise de forêt modèle, il y a de nombreux avantages à impliquer les communautés dans la gestion des forêts, parmi lesquels des possibilités d'emploi et la protection des services



A l'intérieur ► le marché des Etats-Unis ► forêts modèles au Cameroun ► traçabilité des grumes au Guyana

Table des matières

... Suite de l'éditorial

Le marché des produits en bois tropical aux Etats-Unis 3

La transformation plus poussée en Afrique centrale 7

L'expérience des forêts modèles au Cameroun 11

Réhabilitation et gestion des forêts dans l'est du Brésil 15

La traçabilité des grumes au Guyana 16

Rubriques

Projets récemment financés par l'OIBT 18

Tendances du marché 20

Rapport de bourse 22

Conférences 24

Ouvrages parus récemment 27

Quoi de neuf sous les tropiques? 28

Formation 29

Réunions 30

Point de vue 32



Rédacteur Steven Johnson
Hana Rubin

Traduction Yvonne Cunningham

Mise en page Justine Underwood

Abonnements Manami Oshima

Le bulletin *Actualités des Forêts Tropicales* est une revue trimestrielle publiée en trois langues (anglais, espagnol et français) par l'Organisation internationale des bois tropicaux. Les articles de ce bulletin ne reflètent pas nécessairement les opinions ou les politiques de l'OIBT. L'OIBT détient les droits d'auteur pour toutes les photographies publiées, sauf indication contraire. Les articles peuvent être réimprimés librement à condition que l'AFT et l'auteur soient mentionnés. La Rédaction devrait recevoir un exemplaire de la publication.

Imprimé sur papier contenant au minimum 50% de fibres recyclées et au moins 15% de déchets de consommation et sans utilisation de chlore.

L'AFT est diffusé **gratuitement** en trois langues à plus de 14 400 particuliers et organisations dans 159 pays. Pour le recevoir, veuillez communiquer votre adresse complète à la Rédaction. Le cas échéant, informez-nous de tout changement d'adresse. L'AFT est également disponible en ligne à l'adresse www.itto.or.jp

International Tropical Timber Organization
International Organizations Center – 5th Floor
Pacifico-Yokohama, 1-1-1 Minato Mirai, Nishi-ku
Yokohama 220-0012 Japan
t 81-45-223 1110
f 81-45-223 1111
tfto@itto.or.jp
www.itto.or.jp

que rend l'environnement des forêts. Une conférence de l'OIBT qui vient de s'achever au Brésil (et qui sera présentée dans un prochain bulletin d'AFT) a établi que les entreprises de foresterie communautaire emploient plus de 110 millions de personnes dans le monde, parmi lesquelles des peuples autochtones et d'autres habitants de la forêt. Ces entreprises prélèvent du bois et récoltent du bambou, du rotin, des fibres, des noix, des résines, des herbes médicinales, du miel, du bois pour la fabrication de charbon de bois et d'autres produits naturels, afin d'accroître les richesses locales. Autre très bon point: les gestionnaires de forêts communautaires veillent à ce que l'exploitation forestière ne dégrade ni n'endommage les services environnementaux essentiels à la lutte contre les changements climatiques et à la protection des sources, de la biodiversité et des paysages naturels importants au plan local comme au plan international.

Cependant, les communautés, comme la plupart des autres gestionnaires de forêts sous les tropiques, sont confrontées à de nombreux défis dans leur gestion durable des forêts, entre autres le manque de moyens financiers, techniques et humains. Tous ces problèmes pouvant trouver une solution grâce à un financement plus adéquat et plus soutenu de la gestion forestière durable (GFD) sous les tropiques, c'est avec enthousiasme que l'on voit poindre ces nouvelles possibilités.

Lors d'une réunion tenue récemment en Australie pour mettre en place une Initiative mondiale Forêts-Climat, les participants se sont entendu dire que des milliards de dollars seraient nécessaires pour enrayer la déforestation tropicale. L'Australie a promis 200 millions de dollars australiens pour cette initiative, une partie de la somme devant aller au Forest Carbon Partnership Facility (FCPF) de la Banque mondiale, qui cherche à mobiliser un montant initial de 250-300 millions de dollars des Etats-Unis pour aider les pays à prévenir la déforestation (ou stimuler la réduction des émissions causées par la déforestation et la dégradation, REDD dans le jargon du changement climatique). En fonction des négociations en cours pour définir un accord qui succédera au Protocole de Kyoto, les pays susceptibles de satisfaire aux conditions requises pourraient alors négocier des crédits correspondant à toute réduction d'émission qu'ils auraient réalisée en s'abstenant de déboiser. Il y a de nombreux problèmes à résoudre, (entre autres la question cruciale de savoir si la GFD fera partie des activités de type REDD approuvées), l'un des

éléments essentiels de la réussite de ces projets sera cependant le mécanisme de contrôle mis en place.

La Banque Mondiale a spécifié que les pays désireux de participer à un programme pilote FCPF, qui doit commencer d'ici la fin de l'année, devront prouver qu'ils s'attaquent à l'exploitation forestière illégale. Les systèmes de traçabilité des grumes (voir par exemple celui du Guyana page 16) et autres mécanismes de contrôle des forêts encouragés par l'OIBT ont manifestement un rôle à jouer pour que ces sensationnelles nouvelles sources de revenus, lorsqu'elles seront finalement disponibles, aillent bénéficier aux communautés et aux autres gestionnaires de forêts qui gèrent cette ressource de façon durable.

Toujours liée au changement climatique, une possibilité de voir s'accroître le financement de la gestion des forêts tropicales réside dans le succès que connaissent les biocarburants.

Il a été établi lors d'une récente conférence de l'OIBT (voir page 24) que la dendroénergie permet aux pays tropicaux de bénéficier d'une sécurité énergétique renforcée, d'un coût réduit de l'énergie et éventuellement de revenus dérivés des crédits de carbone dans le cadre du Mécanisme pour un développement propre du Protocole de Tokyo. Toutefois, le développement de la dendroénergie doit être durable, ce qui suppose là aussi un contrôle attentif des projets qui l'encourageraient.

L'OIBT arrive à ce carrefour dans les forêts tropicales à un moment opportun. L'Accord international sur les bois tropicaux (AIBT) de 2006 devrait entrer en vigueur dans le courant de l'année à venir, et le travail de l'Organisation consiste actuellement à définir les programmes thématiques nécessaires dans le cadre du nouvel accord. Un nouveau plan d'action pour six ans sera voté à la session du Conseil international des bois tropicaux de novembre 2007, accompagné d'un programme de travail plus détaillé pour 2008-2009. Dans *Point de Vue* de ce bulletin, M. Emmanuel Ze Meka (récemment nommé troisième Directeur exécutif de l'OIBT, dans une transparence dont l'OIBT peut être fière) montre qu'il est prêt à saisir de nouvelles opportunités pour mettre en place et financer la GFD dans les forêts tropicales au moment où l'Organisation définit ses stratégies pour la décennie à venir.

Steve Johnson